



PREFECTURE DE LA REUNION

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de la Coordination Générale et du Courrier

SAINT-DENIS, le 10 JUIN 2005

ARRETE N° 1482 portant délégation de signature à **M. Jean MAFART,** Directeur du Cabinet du Préfet de la Région et du Département de la Réunion

LE SECRETAIRE GENERAL chargé de l'administration de l'Etat dans le département et la région de la Réunion

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ;
- VU la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ;
- VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 3 juin 2004 portant nomination de **M. Jean MAFART**, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la région et du département de la Réunion ;
- VU le décret du 9 juin 2005 nommant préfet hors cadre **M. Dominique VIAN**, préfet de la région et du département de la Réunion ;
- VU l'arrêté n° 1780 du 23 juillet 2004 portant organisation des services de l'Etat à la Réunion ;
- VU l'arrêté n° 720 du 25 mars 2005 portant organisation de la préfecture de la Réunion ;
- VU l'arrêté n° 416 du 21 février 2005 portant délégation de signature à **M. Jean MAFART**, directeur du cabinet du préfet de la région et du département de la Réunion ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département et la région de la Réunion,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Délégation de signature est donnée à **M. Jean MAFART**, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la région et du département de la Réunion, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents concernant :

- ♦ l'organisation et le fonctionnement du cabinet et des services rattachés ;
- ♦ les attributions du service administratif et technique de la police nationale ;
- ♦ les attributions relatives à la zone de défense ;
- ♦ l'action de l'Etat en mer ;
- ♦ les missions de police administrative et de sécurité civile.

ARTICLE 2 : **M. Jean MAFART** est désigné pour présider les commissions administratives paritaires locales de la police nationale.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à **Mme Luce FEYFANT-LE TENSORER**, attachée principale de préfecture, chef du bureau du cabinet pour les correspondances de caractère courant relevant du cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Luce FEYFANT-LE TENSORER**, délégation de signature est donnée à **M. Michel GIORDANO**, attaché de préfecture, adjoint au chef du bureau du cabinet.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à **M. Pascal RYS**, attaché, chef du service interministériel régional de défense et de protection civile, pour toutes les questions relevant des attributions de son service, à l'exclusion des arrêtés et des décisions ayant un caractère général et réglementaire.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à **M. Expédit PROFIL**, agent des services techniques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, l'engagement et le mandatement des dépenses imputées sur les crédits affectés au fonctionnement de la résidence de M. le préfet jusqu'à un montant de 800 euros.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Expédit PROFIL**, délégation de signature est donnée à **M. Christophe MOREAU**, ouvrier professionnel, pour les engagements des dépenses de fonctionnement des crédits affectés au fonctionnement de la résidence de M. le préfet jusqu'à un montant de 800 euros.

ARTICLE 6 :

a/ Délégation de signature est donnée à **M. Gilles ALVERGNE**, attaché principal de police, chef du service administratif et technique de la police nationale, pour signer tous les documents relatifs aux dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives au service.

Cette délégation exclut :

- ♦ les décisions ayant un caractère réglementaire ou d'orientation générale ainsi que toutes correspondances destinées aux administrations centrales et comportant propositions de décisions ou comptes-rendus d'activités ;
- ♦ les correspondances adressées aux parlementaires, président du Conseil Régional et président du Conseil Général dans les domaines de compétence de l'Etat ainsi que celles adressées aux maires et présidents de groupements de communes pour les décisions prises au nom de l'État.

b/ En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Gilles ALVERGNE**, délégation de signature est donnée à **Mme Guylène PANECHOU**, attachée de police, adjointe au chef de service.

c/ En cas d'absence simultanée de **M. Gilles ALVERGNE** et de **Mme Guylène PANECHOU**, délégation de signature est donnée à **M. Jean-Bernard SAMARIA**, secrétaire administratif de classe supérieure.

d/ Délégation de signature permanente est donnée à **M. Jean-Bernard SAMARIA**, secrétaire administratif de classe supérieure, pour les documents relatifs aux éléments de traitements, de prestations familiales et d'indemnité, à l'exception :

- ♦ de tous les éléments se rapportant à l'ordonnancement dont le montant est supérieur à 300 euros ;
- ♦ des correspondants adressés à l'administration centrale et aux chefs de services départementaux.

e/ Délégation de signature permanente est donnée à **Mlle Anne-Emmanuelle GRONDIN**, secrétaire administrative, pour les dépenses relatives à la gestion des crédits de fonctionnement et d'investissement du service, dans la limite de 300 euros.

ARTICLE 7 : Délégation permanente de signature est donnée au **Colonel Jean-Paul AUTRET**, chef d'état-major de zone de défense et de sécurité civiles pour l'océan indien, à l'effet de signer les documents et correspondances courantes se rapportant à ses attributions à l'exception :

- ♦ des arrêtés ;
- ♦ des courriers comportant des arbitrages ou des décisions adressés aux élus et aux responsables d'organisations représentatives ;
- ♦ des courriers adressés au ministre de l'intérieur ou au directeur de la défense et de la sécurité civiles ou à tout autre autorité de même niveau, concernant une réponse à une demande de ces autorités ou concernant une demande d'arbitrage ou de décision relative aux actions d'organisation générale et aux structures de la sécurité civile, ainsi qu'à la protection des populations dans la zone de défense de l'océan indien ;

- ♦ les recours en demande et en défense devant les juridictions administratives, et toutes actions devant les tribunaux judiciaires.

Par ailleurs, délégation est donnée au **Colonel Jean-Paul AUTRET**, à l'effet de signer les décisions relatives à l'engagement des dépenses de fonctionnement et à la gestion des crédits qui lui sont délégués sur le chapitre 37-10 article 10 du budget du ministère de l'intérieur.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Jean-Paul AUTRET**, cette délégation de signature sera exercée par le **Commissaire Lieutenant-Colonel Alain HERVE**, chargé de mission défense économique.

ARTICLE 8 : Délégation de signature pour l'ensemble du département est donnée à **M. Jean MAFART**, à l'effet de prendre, lorsqu'il assure la permanence au niveau départemental, toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence en matière de sécurité publique et de sécurité civile, les reconduites à la frontière des étrangers en situation irrégulière et les mémoires y afférents.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Jean MAFART**, l'intérim du poste de directeur de cabinet, est assuré par **M. Jean Michel QUIARD**, sous-préfet de Saint-Benoît.

ARTICLE 10 : L'arrêté n° 416 du 21 février 2005 est abrogé.

ARTICLE 11 : Le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département et la région de la Réunion, le directeur du cabinet du préfet et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LE SECRETAIRE GENERAL,
CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT
DANS LE DÉPARTEMENT ET LA RÉGION DE LA RÉUNION

Franck-Olivier LACHAUD